

coût de participation dépendra de la nature et de la taille des forces. Voilà pourquoi nous sommes impatients de connaître le sentiment des députés, lesquels sont en contact avec leurs électeurs et partant, savent dans quelle mesure les Canadiens souhaitent que le Canada participe à cette opération.

Nous sommes à examiner des options qui coûteraient entre 20 et 50 millions de dollars. Toutefois, n'allez pas croire qu'il s'agit d'une affaire conclue. Nous voulons connaître le sentiment du Parlement avant que le Cabinet ne décide, mercredi, du nombre exact de militaires qui seront déployés dans la force en question.

Pour le moment, le plan prévoit que la force d'intervention de l'OTAN soit remplacée après 12 mois par des forces ne relevant pas de l'OTAN.

[Français]

Un cadre supérieur sera nommé pour coordonner les aspects civils du plan de paix, qui couvriront la relance économique, l'assistance humanitaire, les réfugiés, les élections et les droits de la personne, ainsi que le contrôle des armements et le désarmement.

S'ils sont appelés à le faire, les commandants de la force pourront venir en aide aux Nations Unies et aux organisations humanitaires dans le cadre d'activités telles que le maintien de l'ordre public, le déminage et le transport des vivres. Mais toutefois, la première responsabilité portera sur les aspects militaires de l'accord.

[Traduction]

Dans le temps très limité qui m'était alloué, je me suis efforcé d'informer la Chambre sur la force qu'on est en train de constituer. Nous sommes évidemment impatients de connaître l'opinion de chaque député avant de prendre une décision.

• (1220)

D'un point de vue philosophique, le gouvernement croit que les Canadiens comprennent que les intérêts et les valeurs de notre pays dépendent de la stabilité dans le monde entier. C'est pour cette raison que nous nous sommes engagés aussi fermement au fil des ans à promouvoir la sécurité et la paix à l'échelle internationale. L'examen de la politique étrangère et de la politique de défense réalisé en 1994 confirme cet engagement auquel ont souscrit tous les partis représentés à la Chambre. En effet, tous les partis ont généralement approuvé l'orientation de la politique étrangère et de la politique de défense du Canada, qui ont fait l'objet d'un examen en 1994.

[Français]

Nous ne pouvons fermer les yeux sur les régions du globe où l'instabilité et les conflits ont pris racine. Même si nous ne sommes pas directement touchés par ces événements qui surviennent loin de chez nous, à plus long terme, nous nous sentirons moins en sécurité si nous évitons de nous en préoccuper. C'est là une leçon que l'histoire nous a enseignée à plusieurs reprises au cours des siècles.

C'est pour cette raison que le Canada s'est fait l'ardent défenseur des institutions multilatérales comme l'ONU, et c'est pourquoi il a participé si activement aux opérations de maintien de la

paix. Nous savons à quel point il est important de travailler avec des alliés et des pays qui partagent les mêmes idées que nous, afin de promouvoir la paix et la stabilité internationale, que ce soit en Europe ou dans d'autres régions du monde.

[Traduction]

Nous avons une réputation bien méritée, celle de participer aux activités des institutions multilatérales lorsque c'est important de le faire. Voyons simplement notre dossier à l'égard du maintien de la paix. Si nous voulons que le Canada reste efficace sur la scène mondiale, il est essentiel que nous préservions notre réputation et que, à cette fin, nous participions aux efforts internationaux visant à améliorer la sécurité dans le monde entier.

À mon avis, le conflit dans les Balkans représente la plus grave menace à la sécurité internationale dans cette région depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons parlé des risques que ce conflit puisse s'étendre à toute l'Europe. Sans la présence des Nations Unies en Bosnie, en Croatie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, il aurait pu y avoir des centaines de milliers d'autres victimes, les atrocités auraient pu être plus nombreuses et l'Europe aurait pu être à feu et à sang de la mer Égée jusqu'aux Alpes. Ce conflit aurait pu être le précurseur d'une guerre très étendue en Europe, une guerre dans laquelle d'autres pays du monde seraient inévitablement intervenus pour défendre leurs intérêts.

À l'aube du XXI^e siècle, aucun pays civilisé ne peut laisser ce genre de conflit perdurer dans l'une des régions les plus civilisées du monde. Il est assez tristement paradoxal de constater que, 50 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada et le Parlement canadien tiennent encore, comme ils l'ont fait il y a une soixantaine d'années, un autre débat sur la participation de notre pays à d'importantes opérations en Europe.

Nous avons été là alors que la guerre faisait rage tout autour de nous. Nous avons maintenant un accord de paix. Nous avons un accord de paix qui n'est pas parfait, soit, mais c'est le seul que nous ayons. Nous devons veiller à ce qu'il soit mis en oeuvre avec succès.

En tant que Canadiens, nous pouvons nous frapper la poitrine et, du haut de la colline, préconiser la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde, mais à moins que nous soyons disposés à faire quelque chose à ce sujet, à joindre l'acte à la parole et à engager nos ressources et nos gens, je crois que nos beaux discours n'auront pas une très grande portée. On s'attend à ce que le Canada participe à cette mission historique, à titre de membre fondateur de l'OTAN et de pays qui, au fil des ans, a beaucoup contribué à cette alliance.

Je remarque que nos collègues réformistes ne sont pas en faveur de notre participation. Ils ont des réserves à ce sujet. Le Parti réformiste souhaitait toutefois que nous demeurions au sein de l'OTAN. Or, quand on conclut une entente, une alliance amicale avec d'autres, on ne leur fait pas faux bond quand la situation se corse. On ne revient pas sur ses engagements. À mon avis, les Canadiens ne veulent pas que le gouvernement actuel se défile ni qu'il fasse fi de 50 ans de coopération et de succès dans l'édification d'une organisation qui a contribué, pendant cette période, à la paix et à la stabilité en Europe.